

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 17 mars 2015

Direction de la police et des affaires militaires

**16 2014.RRGR.961 Motion 189-2014 Müller (Berne, PLR)
La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux**

N° de l'intervention: 189-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 12.09.2014
Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD)
Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires: 26
N° d'ACE: 44/2015 du 21 janvier 2015
Direction: POM

La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet l'initiative suivante à l'Assemblée fédérale :

Modification de la Constitution fédérale, titre 6, chapitre 2, article 196, chiffre xy (à la suite), disposition transitoire de l'article 58 Cst. : Les dépenses militaires de la Confédération s'élèvent à 1,2 pour cent du PIB durant une période de dix ans à compter de l'adoption de la présente disposition. Le montant annuel du budget militaire se calcule sur la base du PIB de l'année précédente ou de l'année d'avant.

Développement :

La Suisse est un pays très riche. Le PIB par habitant est parmi les plus élevés du monde, le pouvoir d'achat du revenu est nettement supérieur à ce qu'il est dans la plupart des pays du globe, également dans les pays européens ; la distribution des revenus est moins inégale que la moyenne européenne (Rapport sur la répartition de la richesse en Suisse). Malgré cela, les dépenses militaires sont depuis plus de vingt ans nettement inférieures en Suisse à ce qu'elles sont dans des *pays européens comparables*. Depuis deux décennies, des milliards ont été retirés des budgets militaires au profit d'autres domaines de la consommation. Les pays européens comparables, qu'ils soient gouvernés par la gauche ou par la droite, ont fait de bien plus grands efforts pour étoffer leur défense. Depuis une dizaine d'années, la Suisse dépense même moins de un pour cent de son PIB pour sa défense, l'Armée a été radicalement redimensionnée et sa capacité d'intervention n'est plus garantie. Il faut que notre pays s'engage lui aussi dans un effort pour amener l'Armée à un niveau de qualité qui pourra être pris au sérieux.

Dépenses pour la défense, en comparaison internationale (chiffres 2012-2013, source : sipri, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) :

Suisse	0,7	Portugal	1,9
Danemark	1,4	Belgique	1,1
Norvège	1,4	Tchéquie	1,1
Suède	1,2	Croatie	1,6
Finlande	1,2	Slovénie	1,2
Hollande	1,4	Monténégro	1,6

Les grands pays européens dépensent même nettement plus : France : 2,3 pour cent, Royaume Uni : 2,3 pour cent. Dans différents pays, les budgets militaires sont en augmentation. La Suisse ne vit pas sur une autre planète.

En termes de sécurité, la situation a fortement changé dans le monde: une guerre en Europe n'est plus seulement possible, puisque l'annexion militaire d'un territoire voisin est un fait récent ; le droit des conflits armés est régulièrement foulé aux pieds en Europe. Une organisation terroriste islamiste se déploie pas si loin de nous. De plus, cette évolution s'accompagne d'un changement des opinions : l'Eglise, le gouvernement allemand (deux femmes en tête) et même la gauche chez nous s'expriment en faveur de livraisons d'armes et donc du recours aux armes. Ces faits montrent que les espoirs de paix qui ont pris naissance à la chute du mur de Berlin n'étaient qu'une illusion. La seule réserve de sécurité de la Suisse indépendante, la seule organisation qui lui permettrait de tenir dans une situation extraordinaire (à l'inclusion d'une catastrophe environnementale) est l'armée. Dans notre pays prospère, elle doit être enfin alimentée au moins comme dans les autres pays.

Réponse du Conseil-exécutif

Comme l'indique le rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse du 23 juin 2010, l'armée suisse a été créée à l'origine uniquement dans le but de dissuader des adversaires potentiels de mener une attaque contre la Suisse ou de la repousser dans le cas où elle viendrait à se produire. En outre, la notion de sécurité a évolué et s'est élargie ces dernières années, ce qui a entraîné un changement dans les tâches et les mandats de l'armée. Même si la défense demeure une tâche centrale de l'armée, ses mandats ne portent plus en priorité sur la protection contre une éventuelle attaque armée par un autre État mais de plus en plus sur des formes de menace non conventionnelles telles que le cyberterrorisme. L'intervention subsidiaire de l'armée pour soutenir les autorités civiles revêtira en outre toujours la même importance à l'avenir. Resteront aussi essentiels le maintien de la sécurité dans l'espace aérien, le soutien aux organisations partenaires de la protection de la population après un événement majeur, une catastrophe ou dans une situation d'urgence, et la sécurisation des infrastructures critiques par l'armée. Dans ce contexte, la part croissante de violence armée émanant d'acteurs non étatiques joue également un rôle.

Par le passé, le canton de Berne a pu compter à plusieurs reprises sur le soutien de l'armée, notamment dans le cadre de la surveillance des ambassades (AMBA Centro) et d'interventions en cas de catastrophes naturelles, comme dernièrement dans la vallée de la Kander en 2012 et dans l'Emmental en 2014.

L'armée constitue la seule réserve fédérale dans le domaine de la politique de sécurité pouvant être mobilisée lorsque les autres moyens des cantons et de la Confédération (notamment la police, les sapeurs-pompiers, les services sanitaires et la protection civile) sont épuisés. Il est donc dans l'intérêt du canton de Berne que la Suisse dispose d'une armée polyvalente, puissante et bien équipée, qui soit suffisamment importante et en mesure de s'adapter rapidement à de nouveaux types de menace. Les événements qui se sont produits récemment sur la scène internationale relevant de la politique de sécurité (conflit en Ukraine, organisation terroriste EI) démontrent que l'on ne peut renoncer à la ressource que constitue l'armée.

Afin que l'armée puisse accomplir ses tâches pour assurer la sécurité de la population suisse, il faut lui octroyer des moyens suffisants. Ceux-ci ne sauraient être calculés sur la base d'un pourcentage fixe: seule la Confédération est à même de déterminer avec fiabilité le montant annuel nécessaire. Enfin, estimant que le canton ne doit lancer une initiative que si elle porte précisément sur des questions qui le concernent, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 16, motion de M. Müller, PLR, La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux. Le Conseil-exécutif rejette cette motion. Monsieur c'est à vous, mais vous ne vous êtes pas annoncé.

Philippe Müller, Berne (PLR). Wir kommen zu einem nationalen Thema, welches wir in Form einer Standesinitiative einbringen. Alle, die jetzt die Nase rümpfen, weise ich darauf hin, dass seit 2010 weit über 30 Standesinitiativen von ganz verschiedenen Parteien eingereicht wurden. Worum geht es? Im Jahr 2000 wurde eine Initiative von armeefeindlichen Kreisen, welche die Ausgaben für die Armee halbieren wollte, vom Volk klar abgelehnt. Seither wurden die Militärausgaben dem

Volkswillen zum Trotz massiv reduziert. Die wohlhabende Schweiz ist offenbar nicht bereit, genügend in die Sicherheit zu investieren. Die Armee ist seit Jahren massiv unterfinanziert. Dies ist keine Behauptung von mir, sie stammt vielmehr vom «unverdächtigen» Stockholmer Internationalen Friedensforschungsinstitut (SIPRI). Die Zahlen dieses Instituts zeigen, dass die Schweiz einen deutlich geringeren Anteil am BIP für die Verteidigung ausgibt als andere Länder, die von der Grösse her vergleichbar sind. Die Schweiz gibt knapp 0,8 Prozent des BIP für die Sicherheit aus, während Länder wie Dänemark, Holland, Norwegen, Portugal, Schweden oder Finnland deutlich mehr, nämlich zwischen 1,2 und rund 2 Prozent ausgeben. Der Durchschnitt liegt in Europa bei 1,6. Wir geben somit nur halb so viel aus wie der Durchschnitt. Diese Zahlen werden jährlich publiziert und sind eindrücklich. Sie zeigen, dass die wohlhabende Schweiz nicht bereit ist, genügend in die Sicherheit zu investieren. Das hat Folgen: Die Luftwaffe kann nur noch zu Bürozeiten intervenieren. Sie haben die Folgen dieser Situation vor gut einem Jahr erlebt. Das betreffende Ereignis wurde auch von der internationalen Presse aufgenommen. Fast ein Drittel der militärischen Verbände existiert nur auf dem Papier. Ich weiss nicht, ob Ihnen diese Tatsache bekannt ist. Es fehlt an Personal und an Material. Von den verbliebenen gut zwei Dritteln haben 30–50 Prozent kein Material. Dies ist umso gravierender, als unsere Armee die einzige Sicherheitsreserve unseres bündnisfreien Landes ist. Das schreibt auch die Regierung in ihrer Antwort. Wir haben niemanden, der bei einem grösseren Ereignis unsere Verteilzentren, Schulen, Bahnhöfe, Staumauern, Tunnel und sogar unsere Zeitungsredaktionen schützt. Frankreich hat kurzfristig 10 000 Soldaten aufgeboten, um die Schulen, Verkehrsknotenpunkte und öffentlichen Plätze zu schützen. Dänemark und Holland haben ebenfalls ihre Armee aufgeboten. Bei einem grösseren Ereignis – auch einem grösseren Umweltereignis – wären wir nicht bereit. Eine solche Situation möchte ich nicht erleben. Der Vorstoss entstand aufgrund einer allgemeinen Besorgnis der bürgerlichen Parteispitzen. Wie als furchtbare Bestätigung dieser Besorgnis haben sich im Januar die Terrorangriffe in Paris, Belgien und Kopenhagen ereignet. Niemand hat diese Angriffe vorausgesehen. Dies als Hinweis an jene, die immer schon im Voraus wissen wollen, wer uns wohl wie angreifen wird. Es ist erstaunlich: Seit Jahren bastelt die Schweiz an den Aufgaben, am Auftrag und an der Daseinsberechtigung der Armee herum, dabei liegen die Fakten spätestens seit dem Januar 2015 auf dem Tisch und sind einsehbar. Die Aufgaben unserer Armee unterscheiden sich nämlich nicht von jenen der belgischen, dänischen oder schwedischen Armee. Auch Schweden ist ein neutrales Land. Ich verstehe deshalb nicht, warum der Bundesrat und das Parlament an dieser Frage «herumknorzen», und ich verstehe auch nicht, warum das VBS nicht endlich vorwärtsmacht und die Aufgaben und die Strategie klar festlegt. Es gibt keinen Grund zur Hektik. Doch man muss feststellen, dass es wieder Krieg gibt in Europa. Ganze Gebiete werden einfach annektiert. Es gibt Terroranschläge, und es gibt eine frauenfeindliche Terrororganisation, die ganze Staaten überrennt und Europa zum Ziel hat. Überall steigen die Verteidigungsausgaben, sowohl die staatlichen wie die nicht-staatlichen, an. Das Verhalten der wohlhabenden Schweiz erscheint doch reichlich unsolidarisch. Der Vorstoss von FDP, BDP und SVP will mittels einer Standesinitiative vorerst während 10 Jahren die Armeeaussgaben auf mindestens 1,2 Prozent des BIP anheben, also knapp auf ein ähnliches Niveau wie vergleichbare Länder in Europa. Der Vorstoss versteht sich als Weckruf und als Zeichen. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Sicherheits- und Armeepolitik sind grundsätzlich Bundesaufgaben. Aus dieser Optik hat dieser Vorstoss in einem kantonalen Parlament eigentlich keine Daseinsberechtigung. Es ist jedoch nicht von der Hand zu weisen, dass die Befürchtungen, die Motionär Müller soeben aufgezeigt hat, auch für den Kanton Bern relevant sind und ernst genommen werden müssen. Die Armee ist zurzeit nicht in einem guten Zustand. Der Motionär sagt, dass ein Drittel der militärischen Verbände nur auf dem Papier existiert. Ich habe in meiner Kompanie auch keine Wehrmänner mehr, ich bin das einzige Mitglied. Falls der «böse Feind» kommen sollte, könnte ich ihm nur ein Reglement an den Kopf werfen. Die Armee hat Probleme, welche wir lösen müssen. Diese Probleme geben uns auch hier, in einem kantonalen Parlament, zu denken. Aus diesem Grund haben die Motionäre diesen Vorstoss bewusst hier im Grossen Rat des Kantons Bern eingereicht, und nicht im Bundesparlament. Die Armee hat zu wenig Material. Sie alle kennen die Geschichten von Wehrmännern, die in den WK gehen und feststellen, dass einige Fahrzeuge gar nicht vorhanden sind und dass Material fehlt. Wir haben einen Departementsvorsteher, der vor der Gripen-Abstimmung noch die stärksten Befürworter mit seinen Aussagen verunsicherte, was dazu führte, dass das Volk Nein stimmte. Die Instrukturen, das beste Personal unserer Armee, wechseln scharenweise in die Privatwirtschaft. Nicht weil sie dort mehr

verdienen, sondern weil sie dort bessere Perspektiven haben. Wir haben ein Radarsystem, welches beim ersten Kuhglöckchen in der Nacht gleich den «bösen Feind» ankündigt. Kolleginnen und Kollegen, die Armee ist auf dem Weg, sich selber zu suchen, und sie braucht von der Politik klare Zeichen, damit sie weiss, wo sie hingehen soll. In den letzten Jahren wurde sie zum Spielball der politischen Akteure. Links und Rechts brüsten sich damit, für die Armee nur das Beste zu wollen. Sie vergessen dabei, dass sie mit ihrer gegenseitigen Blockadepolitik den Niedergang der Schweizer Armee unterstützen. Wir haben eine Armee, die aus Sicht der Bevölkerung nur noch die Kernaufgabe hat, die Pisten für das Lauberhornrennen zu präparieren. Diese Armee ist nicht mehr geeignet, die Sicherheitsanforderungen der Schweiz zu erfüllen. Obwohl es um die eidgenössische Politik geht, ist es deshalb durchaus legitim, dass wir als Grosser Rat ein Zeichen an Bundesbern schicken. Wir wollen signalisieren, dass die Armee für das Parlament des Kantons Bern eine sehr wichtige Angelegenheit und für unsere Sicherheit bedeutsam ist. Ich bin mit dem Regierungsrat nicht einverstanden, wenn dieser behauptet, dass uns dieses Thema nichts angeht. Die Armee ist im Kanton Bern ausserordentlich gut verankert und gehört zu den wichtigsten Arbeitgeberinnen. Sie ist – und dies ist eine der wichtigsten Aussagen zur Armee am heutigen Morgen – eine der Teilstützen, wenn nicht DIE Stütze unseres Sicherheitsverbunds, der uns im Kanton Bern ermöglicht, in einer friedlichen Atmosphäre zu leben. Aus diesen Gründen ist die BDP der Meinung, dass man diesen Vorstoss überweisen soll. Ob eine dermassen starre Festsetzung der Finanzierung, wie sie der Vorstoss will, wirklich sinnvoll ist, sei dahingestellt. Doch die Überweisung dieses Vorstosses ist auch ein klares Signal, dass wir als Grossrätinnen und Grossräte hinter dieser Armee als Garantin der Sicherheit in unserem Land stehen. Ich bitte Sie deshalb, diesem Vorstoss zuzustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Es ist eine zentrale Aufgabe des Staates, die Sicherheit der Einwohnerinnen und Einwohner zu gewährleisten. Auch für die Grünen steht diese Pflicht im Zentrum staatlichen Handelns. Doch was umfasst der Begriff der «Sicherheit», und wo legen wir die Schwerpunkte? Mit Blick auf die Spardebatten und Sparmassnahmen ist uns klar, dass es vor allem soziale Sicherheit braucht. Die Stabilität der Lebensverhältnisse und die umfassende Integration der gesamten Wohnbevölkerung sind ein guter Massstab für den Wert, den die Politik der sozialen Sicherheit beimisst. Sicherheit bedeutet somit nicht höhere Militärausgaben, sondern Solidarität mit den schwächeren Mitgliedern der Gesellschaft. In der Begründung erwähnt der Autor des Vorstosses, dass die Schweiz ein sehr wohlhabendes Land sei. Wir stimmen dem zu. Leider sind trotzdem 12 Prozent der Bevölkerung dieses wohlhabenden Landes von Armut betroffen. Im Vorstoss wird verlangt, dass der Kanton Bern mit einer Standesinitiative die Militärausgaben fast verdoppeln und auf 1,2 Prozent des BIP erhöhen soll. Dies sollte erst noch in der Bundesverfassung verankert werden. Das Ganze sollte in einer Zeit geschehen, in welcher der Bund nicht nur mit der so genannten «Weiterentwicklung» der Armee hadert, sondern auch überall dort, wo Solidarität gefragt wäre, glaubt, wegen drohender Defizite die Schraube anziehen zu müssen. Liebe Ratskolleginnen und -Kollegen, welches Verständnis von Sicherheit steht hinter diesem Ansinnen? Ist es ein Beschäftigungsprogramm für den Kanton Bern, oder möchte der Autor des Vorstosses seine Parteikollegen im Bundesparlament überflüssig machen? Die Prüfung der Mittel für die Armee ist eine Bundesaufgabe. Wenn die Militärausgaben zu niedrig sind, soll doch ein Parteikollege von Grossrat Müller einen entsprechenden Vorstoss im Nationalrat einreichen. Die Diskussion läuft auf Bundesebene bereits auf Hochtouren, nur ist das Thema im Wahljahr halt nicht so attraktiv. Das heisst jedoch noch lange nicht, dass wir diese Diskussion im Kanton Bern führen müssen. Im Gegenteil: Wir brauchen ein zukunftsweisendes Verständnis von Sicherheit, welches die soziale Integration in den Vordergrund stellt. Die grüne Fraktion wird dem Regierungsrat folgen und den Vorstoss geschlossen ablehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Le motionnaire soulève la question de la sécurité, tâche publique incombant à la Confédération, et des moyens à disposition de l'armée pour accomplir cette tâche. Or, comme beaucoup d'entre nous, il constate que les moyens financiers à disposition fondent comme neige au soleil et, qu'aujourd'hui la Suisse dépense moins d'un pour cent de son PIB pour sa défense nationale, alors que ce PIB est l'un des plus élevés du monde. Oui, on vit bien dans ce pays et on devient insouciant. Dangereux, l'armée a été radicalement redimensionnée, mais sa capacité d'intervention a été fortement affaiblie alors que ces cinq dernières années, la plupart des pays européens ont augmenté leur budget d'armement. Les chiffres proviennent de l'institut international de recherche de la paix, stationné à Stockholm, et montrent que la Suisse est

le seul pays en-dessous de cette limite de un pour cent. La sécurité est l'affaire de tout le monde et de tous les partis, et il est temps de donner plus de moyens à notre armée pour assurer sa capacité d'intervention. Il faut rééquiper notre armée pour les missions du monde d'aujourd'hui et de demain, c'est-à-dire protéger, dissuader, aider, surveiller les objets stratégiques du pays. Pas loin de chez nous, des guerres d'annexion ont lieu, des conflits à connotation religieuse se développent, des affrontements entre partisans et séparatistes ont lieu, des attentats se multiplient. Que faire? Il faut renforcer l'armée, la seule organisation capable de gérer des situations extraordinaires. Dernièrement en France, ce ne sont pas les policiers que l'on rencontrait, mais bien plutôt des milliers de soldats engagés pour ce genre de situations extraordinaires. Donnons un signal clair à la Confédération, même si le gouvernement cantonal déclare que ce n'est pas notre affaire, qu'il n'y a pas de lien direct avec cela. C'est un peu facile de se distancer d'une institution indispensable à la stabilité et la sécurité de notre pays, donc aussi de notre canton. Le PLR est un parti qui est pour la sécurité publique garantie par l'armée et la police. Le groupe PLR soutient le motionnaire dans sa grande majorité.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le parti évangélique, nous ne sommes pas la bonne chambre pour traiter de ce sujet. Une initiative cantonale est une affaire sérieuse, et le canton qui la dépose devrait être concerné de manière particulière par le sujet. Cela ne nous semble pas être le cas ici. Bien sûr, le parti évangélique juge essentiel le maintien de la sécurité, bien sûr nous voulons disposer d'une armée suisse polyvalente, bien sûr nous voulons aussi tenir compte des nouvelles menaces, mais laissons la Confédération déterminer elle-même les montants qu'elle veut adjuger annuellement au budget militaire. Le parti évangélique rejettera donc unanimement cette motion.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Die Grünliberalen teilen die Auffassung des Regierungsrats, dass Standesinitiativen im Allgemeinen kantonale Angelegenheiten betreffen sollten. Für uns ist dies bei der geforderten Standesinitiative eindeutig nicht der Fall. Es gibt keinen Grund, warum der Kanton Bern von dieser Problematik stärker betroffen sein soll als andere Kantone, ausser dass wir etwas mehr Industriebetriebe haben, welche von Armeeaufträgen profitieren. Doch dies ist für uns sicher kein Grund, die Bundesverfassung zu ändern. Wir von der glp-Fraktion sind keine Nationalräte. Unter den Motionären hat es inzwischen einen Nationalrat, doch die anderen Motionäre sind es nicht. Sie alle haben jedoch Kolleginnen und Kollegen im Nationalrat, die dieses Anliegen problemlos einbringen könnten. Für uns ist klar, dass diese Idee im Nationalrat abgeschmettert würde. Wie wohl fast jede Standesinitiative würde auch diese nur Leerlauf und Papierkrieg produzieren. Wir lehnen diese Standesinitiative deshalb nur schon aus formellen Gründen ab.

Wir sind jedoch auch inhaltlich von diesem Vorstoss absolut nicht überzeugt. Einerseits sind wir sehr überrascht, dass SVP, FDP und BDP auf einmal Quoten befürworten. Wenn man schon eine Quote festlegt, verstehen wir nicht, warum man diese an das BIP koppeln will und nicht an die Staatsausgaben. Es wäre das eine, zu sagen, ein gewisser Anteil der Staatsausgaben solle für die Sicherheit aufgewendet werden. Doch wenn man sagt, ein gewisser Anteil des BIP solle für die Sicherheit aufgewendet werden, hat dies kurzfristig zur Folge, dass man im Jahr nach einer Hochkonjunktur mehr Geld für die Armee ausgeben muss als im Jahr nach einer Rezession. Dies ist schon einmal unsinnig. Langfristig heisst dies, dass dieser Budgetposten stetig wachsen müsste, wenn die Wirtschaft wächst. Ich kann mir vorstellen, dass verschiedene Lobbys im Bundeshaus ein solches System interessant fänden und auf die Bildung, die Landwirtschaft und andere Bereiche ausweiten möchten. Somit bedeutet dies nichts anderes, als eine hohe Staatsquote in die Verfassung zu schreiben. Das heisst, man sichert im Fall eines Wirtschaftswachstums eine möglichst hohe Staatsquote. So etwas ist absolut unliberal. Man würde einen solchen Vorschlag nicht von wirtschaftsliberalen, sondern eher von linken und etatistischen Parteien erwarten. Darum haben wir absolut kein Verständnis für dieses Vorgehen. Wir lehnen die Motion und die geplante Standesinitiative überzeugt ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich fahre dort weiter, wo mein Vorredner aufgehört hat. Liebe Motionäre, ich denke, wir müssen die Armee vor Ihnen schützen. Mein Vorredner hat erläutert, was dieser Vorstoss in Zeiten einer Hochkonjunktur, also bei steigendem BIP, bedeutet. In diesem Fall würden auch die Ausgaben für die Armee steigen. Doch was würde geschehen, wenn es auch der Wirtschaft nicht mehr gut ginge und die Armee zum Einsatz kommen müsste? In solchen Zeiten wäre das BIP auch nicht mehr so hoch. Was geschähe dann? Wenn wir Ihren Vorschlag in die Verfassung schrieben, müssten wir in einem Kriegsfall auf einmal aufgrund eines

Verfassungsartikels, der von SVP, FDP und BDP vorgeschlagen wurde, die Armeeausgaben senken. In einem Kriegsfall, Kolleginnen und Kollegen! Dies zeigt, dass dieser Vorstoss absurd ist. Er führt nicht dazu, dass die Armee ihren Auftrag gemäss Verfassung erfüllen kann.

Ich erlaube mir, den Motionären kurz zu erläutern, welche Aufgaben die Armee gemäss Bundesverfassung hat: Es sind dies Kriegsverhinderung, Erhaltung des Friedens, Verteidigung, Unterstützung der zivilen Behörden und Friedensförderung. Für diese Aufgaben hat das Parlament auch Geld gesprochen. Auf Bundesebene besteht ein Konflikt zwischen Parlament und Bundesrat. Wer wird nun diese Standesinitiative behandeln? Das ist Aufgabe des Parlaments. Dieses will der Armee 5 Mrd. Franken für die Erfüllung der erwähnten Aufgaben zur Verfügung stellen. Der Bundesrat wollte nur 4,4 Mrd. Franken ausgeben. Wir würden offene Türen einrennen, denn das Parlament will bereits höhere Ausgaben als der Bundesrat. Deshalb müssen wir uns nicht mit einer Standesinitiative auf Bundesebene lächerlich machen. Ich bin nicht grundsätzlich gegen Standesinitiativen, doch dies ist nun wirklich nicht das richtige Thema für dieses Instrument. Zudem hat das VBS noch Kreditreste von über einer Milliarde übrig. Wir müssen der Armee nicht noch mehr Geld geben, welches sie nicht einmal vollständig ausgibt. Jedes Jahr werden die Militärausgaben budgetiert, und das Bundesparlament genehmigt diese jeweils mit komfortablen Mehrheiten. Unsere Ablehnung zielt somit nicht gegen die Armee, sondern gegen die starre und absurde Regelung, die Militärausgaben an das BIP zu koppeln. Wir wollen eine Armee, die im Kanton Bern bleibt und auch in den Dörfern gesehen wird. Deshalb erteilen wir diesem unsinnigen Vorstoss eine Abfuhr und hoffen, dass sich die Mehrheit des Grossen Rats dem anschliesst.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Nous savons que la Suisse dans laquelle nous vivons est un pays fort heureusement magnifique, qui est en pointe dans de très nombreux domaines, dans le domaine économique, et aussi dans le domaine social, du bien-être de la population. Je crois que nos ancêtres ont mené un immense travail pour nous permettre de vivre aujourd'hui dans un pays aussi extraordinaire. Ce pays, il a pu se développer aussi positivement sur la base de différents facteurs, sur la base de différents piliers: il y a la neutralité, il y a un système de formation de très grande qualité, il y a aussi une très grande liberté, un esprit de liberté qui fondent, finalement, notre système suisse et son génie. La sécurité, c'est aussi un des piliers essentiels de cette prospérité, la sécurité c'est une condition sine qua non pour assurer notre liberté. Sans sécurité, il n'y a pas de liberté, et l'armée, évidemment, est un des piliers fondamentaux de cette sécurité. Notre neutralité, qui est aussi un de ces piliers dont j'ai fait mention, n'est crédible que si la neutralité peut être armée et peut s'exprimer d'une manière crédible face à une éventuelle menace et assurer la défense de notre pays. Nous savons que les événements internationaux se précipitent, vous avez vu ce qui s'est passé en Ukraine, c'est aux portes de l'Europe; il y a à peine une vingtaine d'années, nous avons un conflit très grave en ex-Yougoslavie; nous avons des foyers évidemment de tension au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde.

Je crois que nous ne sommes pas, malheureusement, sur une pente positive en matière de sécurité au niveau international. Je crois que dans ce contexte-là, notre pays doit aussi prendre ses responsabilités face au développement de ces crises au niveau international. Vous savez qu'au niveau fédéral, le développement de l'armée est un projet qui est sur les rails, il existe actuellement des discussions pour savoir quelle sera la taille idéale de l'armée en matière d'hommes, quel sera son budget - cinq milliards ou plus ou moins - ces discussions ont lieu au niveau fédéral. Je suis persuadé, et l'UDC unanimement avec moi, que dans le cadre de ces discussions, il y a besoin de signes absolument forts et clairs en faveur de notre armée. L'armée est pratiquement le seul budget fédéral qui s'est vu amputé de milliards de francs ces dix, vingt dernières années, beaucoup d'autres postes ont vu leurs dépenses augmenter, parfois de manière dramatique. Il est temps d'inverser cette tendance, il est temps de donner un signe politique fort, un signe politique de soutien à notre armée qui en a grandement besoin. Le canton de Berne est une voix qui compte dans la Confédération, nous sommes le deuxième canton du pays en termes de population ou de surface. Si le canton de Berne, le Grand Conseil aujourd'hui donne un signal clair, oui nous voulons augmenter les dépenses en faveur de notre sécurité, je crois que cela sera quelque chose d'éminemment important. Je vous invite à le faire avec l'unanimité du groupe UDC en soutenant cette motion.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann mich kurz fassen. Im Prinzip ist auch die EDU-Fraktion der Meinung, dass der Grosse Rat nicht das richtige Gremium ist, um über die Armee zu debattieren. Es sollte nicht zur Gewohnheit werden, dass wir hier Nationalrat spielen, obwohl dies

schön wäre. Zudem gehen wir mit Kollege Köpfli einig, dass die Motion einen Konstruktionsfehler aufweist: Ein Prozentsatz des BIP kann keinen Hinweis darauf geben, welche Militärausgaben für unser Land richtig sind. Die Militärausgaben sollten sich nach den tatsächlichen Bedürfnissen eines Landes richten. Diese hängen auch mit seiner Geografie zusammen. Trotzdem hat uns das Votum des Kollegen Leuenberger überzeugt. Kleine Fraktionen haben den Vorteil, dass sie rasch umschwenken und ihre Meinung ändern können. Wir finden, dass der Kanton Bern mit dieser Standesinitiative grundsätzlich ein richtiges Signal aussendet. Deshalb werden wir zustimmen.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Au lendemain de la chute du mur de Berlin, plusieurs illusions se sont répandues dans le climat d'enthousiasme général qui a présidé à la fin de la guerre froide. Parmi elles, citons la fin des idéologies, une idée assez répandue dans les années 1990. Dans un sens voisin, Francis Fukuyama nous annonçait sa fameuse fin de l'histoire par une extension de la démocratie libérale à toute la planète. Il y a quelques années encore, il était assez fréquent de bondir comme un cabri à la perspective d'un soi-disant printemps arabe, auquel je n'ai d'ailleurs personnellement jamais cru, parce que les conditions culturelles, voire religieuses, de l'émergence de la démocratie dans les pays arabo-musulmans ne sont pas réunies. Aujourd'hui, force est de constater que les prévisions excessivement optimistes, voire naïves, de Fukuyama et de ses disciples ne sont pas vérifiées. Au lieu d'une extension de la démocratie libérale, nous avons vu émerger au Proche-Orient et au nord de l'Afrique un des pires et un des plus violents systèmes politiques qui soient, sous la forme de l'Etat islamique. Sur le continent européen lui-même, il apparaît que tout risque de guerre n'est pas écarté. On peut penser ce que l'on veut du conflit ukrainien, mais toujours est-il que ce pays est totalement impuissant à l'égard de la volonté russe de l'empêcher d'entrer dans l'OTAN ou de s'appropriier ses territoires Sud-Est, et cela en raison de la grande faiblesse de son armée. Et n'oublions pas que dans les années 1990 déjà, le démantèlement de l'ex-Yougoslavie a causé la mort de près de 200 000 personnes, cela à moins de 1000 kilomètres de nos frontières. Parallèlement à cela, l'Etat a connu une mutation profonde de son domaine d'intervention. Jusqu'au début du vingtième siècle, ce dernier se concentrait sur ses fonctions ontologiques, à savoir, la sécurité intérieure et la défense contre d'éventuelles attaques de l'extérieur. Aujourd'hui, il tend à négliger ses fonctions fondamentales pour d'autres tâches. La convergence de ces deux évolutions a pu faire perdre de vue l'importance des investissements dans le domaine militaire. Ces derniers demeurent très importants, surtout dans un pays neutre, dont l'armée a une vocation défensive. Or, aujourd'hui, ces chiffres nous ont été rappelés, la Suisse ne consacre que 0,7 pour cent de son PIB à la défense nationale, un pourcentage clairement inférieur à la plupart des autres pays européens. Le réalisme et le légitime souci de la défense de l'avenir de notre démocratie libérale imposent de corriger cette situation. Raison pour laquelle je vous invite vivement à soutenir cette motion.

Michael Seiler, Trubschachen (Les Verts). Die Sicherheit ernst nehmen? Ja! Wie können wir die Sicherheit am wirkungsvollsten erhöhen? Wir können dies tun, indem wir erstens die Atomkraftwerke abschalten. Zweitens können wir ein generelles Waffenausfuhrverbot festlegen. Drittens können wir auf Gelder von Despoten aus Unrechtsstaaten und Entwicklungsländern verzichten. Viertens: Wir können von unserem Reichtum in die Bildung in den Entwicklungsländern und in die Flüchtlingshilfe investieren. Ich lehne den Antrag somit ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Eigentlich wollte ich mich nicht zu diesem Thema äussern, doch die Situation ist grotesk. Kollega Müller, willst du wirklich die Bedrohungslage und die Ausgaben für die Armee vom BIP abhängig machen? Ist dieses ein Indikator, um für diese Institution Gelder zu sprechen? Das ist doch grotesk! Mit einer Ausgabenverpflichtung zwingen wir den Bund, eine bestimmte Menge Geld auszugeben. Das ist doch alles andere als liberales Denken! Wir müssen diesen Entscheid den Fachleuten überlassen. Wir sind nicht das richtige Gremium, um über dieses Thema zu diskutieren, und es ist nicht unsere Aufgabe, dem Bundesparlament Vorschriften zu machen. Ich denke, die Bundesparlamentarier sind sehr gut in der Lage, die Situation abzuschätzen, und sie haben jederzeit die Möglichkeit, einen entsprechenden Antrag zu stellen. Es ist ganz sicher nicht an uns, dies zu tun. Grotesk, grotesk, grotesk! Man kann das Ganze nur ablehnen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Es geht den Motionären darum, ein Zeichen zu setzen. Sie wissen alle ganz genau, dass Standesinitiativen immer etwas

schwierig sind. Der Bezug zum Kanton Bern steht fast nie eindeutig fest. Es geht hier um eine Problematik, die auf Bundesebene gelöst werden muss. Mit Interesse habe ich auch die belehrenden Ausführungen über das BIP gehört. In der Begründung der Standesinitiative wird die Statistik des SIPRI erwähnt, welche sich auf das BIP stützt. Ich gehe davon aus, dass die Motionäre ihren Ansatz aus diesem Grund gewählt haben. Sie haben die Antwort der Regierung gelesen. Sie haben auch gelesen, was die Regierung am Schluss empfiehlt. Dieser Empfehlung habe ich nichts hinzuzufügen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich habe von Anfang an gesagt, dass das Armeebudget ein nationales Thema ist. Ich verzichte jetzt darauf, alle Standesinitiativen aufzuzählen, die von den Grünen, von der glp und von anderen Parteien eingereicht wurden oder zurzeit hängig sind. Eine der letzten wurde übrigens im Januar von Adrian Wüthrich eingereicht. Es fällt auf, dass in gewissen Fällen Reden und Handeln auseinander gehen. Das BIP ist nun einmal der international anerkannte Vergleichsmassstab. Das ist weltweit so. Das BIP zeigt die Leistungsfähigkeit eines Landes. Es wird verglichen, was im Verhältnis zur Leistungsfähigkeit in einen Bereich investiert wird. Bei den Steuern wird dies übrigens auch so gemacht. Dass Vertreter von Parteien, deren Parteiprogramme die Abschaffung der Armee fordern, den Vorstoss nicht unterstützen können, war ja schon fast voraussehbar.

Noch eine Bemerkung zum Votum von Grossrat Köpfli: Seit zehn Jahren spricht man von mindestens 1,2 Prozent des BIP als Richtwert, damit die Armee entsprechend alimentiert werden kann, so wie dies auch andere Länder tun. Es geht darum, dass die einzige Sicherheitsreserve unseres bündnisfreien Landes die Möglichkeit haben soll, in plötzlich auftretenden Notsituationen die geforderte Hilfe zu leisten. Wir haben keine schlechten Leute in der Armee. Dank des Milizsystems haben wir die besten Leute aus der Mitte der Bevölkerung. Dies ist vielleicht ein Unterschied zu anderen Ländern. Doch die Armee kann nicht zaubern: Wenn sie nicht genügend Mittel erhält, kann sie ihre Aufgaben nicht erfüllen. Es ist nichts als fair, wenn wir die Armee ausreichend alimentieren, wie dies vergleichbare Länder wie etwa Dänemark, Schweden oder Holland tun.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous votons sur cette initiative cantonale, La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux. Ceux qui acceptent cette initiative votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	73
-----	----

Non	72
-----	----

Abstentions	1
-------------	---

La présidente. (*Agitation à l'affichage des résultats.*) Vous avez accepté cette initiative. On peut dire que la présidente du Grand Conseil a eu du bol.